Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
15. JAN 1962
Coordination (2)

ML. L. 7739/1.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

---

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

---

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 20 décembre 1961, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation de l'échange de lettres du 6 décembre 1961 entre le Saint-Siège Apostolique et la Belgique concernant la création de l'Evêché d'Anvers et les modifications à l'Archevêché de Malines", a donné le 4 janvier 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e december 1961 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van de wisseling van brieven van 6 december 1961 tussen de Heilige Stoel en België, met betrekking tot de oprichting van het Bisdom Antwerpen en de wijzigingen aan het Aartsbisdom Mechelen", heeft de 4e januari 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat tend à approuver l'échange de lettres entre le Saint-Siège Apostolique et la Belgique concernant la création de l'Evêché d'Anvers et les modifications apportées à l'Archevêché de Malines.

Hors le cas spécial des territoires de Eupen et de Malmédy dont il sera question ci-après, c'est la première fois, depuis que la Belgique a acquis son indépendance, que le législateur est appelé à intervenir en matière de création d'un nouvel Evêché. En effet, si l'Evêché de Bruges n'a été pratiquement organisé qu'en 1834, il l'a été en exécution de la décision arrêtée par le Concordat de 1827 entre le Saint-Siège et le Royaume des Pays-Bas (arrêté du Roi Guillaume du 2 octobre 1827 portant publication de la bulle pontificale concernant la ratification de la convention passée entre le Roi et le Saint-Siège le 18 juin 1827).

La Constitution belge du 7 février 1831 a mis fin au régime concordataire en ce sens que, sans exclure la possibilité de nouveaux rapports concordataires entre l'Eglise et l'Etat dans certaines matières mixtes, l'article 16 de la Constitution, en consacrant l'indépendance réciproque des autorités civile et religieuse, a abrogé, en tant que liens conventionnels, les dispositions contenues dans les Concordats de 1801 et de 1827 (H. WAGNON, Concordats et droit international, Gembloux, 1935, pp. 375 et 381-382). Quant aux "articles organiques", ils ont perdu leur caractère concordataire et ne subsistent, en tant que lois d'Etat, que dans la

.../...

mesure où ils ne sont pas inconciliables avec les principes constitutionnels belges (Pandectes belges, V° Articles organiques, n°1; V° Concordat, n°21; - BELTJENS : La Constitution belge revisée, articles 14 et 16, p. 276, n° 10bis).

L'article 16 de la Constitution dispose : "l'Etat n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque".

Cette disposition, qui confère aux cultes la liberté de leur organisation interne, doit cependant se concilier avec les dispositions constitutionnelles et légales qui consacrent l'obligation pour les pouvoirs publics d'accorder une aide positive aux cultes reconnus.

Cette aide positive se traduit principalement dans l'obligation imposée à l'Etat par l'article 117 de la Constitution,aux termes duquel : "les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'Etat; les sommes nécessaires pour y faire face sont annuellement portées au budget".

Selon l'interprétation qui est traditionnellement donnée à ce texte : "le Congrès national n'a voulu salarier que le nombre de ministres réclamé par les besoins religieux de la population et c'est la législature qu'il a fait juge de ces besoins puisque c'est elle qu'il a chargée de porter annuellement au budget les sommes nécessaires pour y faire face" (BELTJENS,op.cit.article 117, p. 641, n° 12 - TIELEMANS : Répertoire , V° Clergé, T.V. p.72).

.../...

Ainsi, il résulte de la combinaison des articles 16 et 117 que l'Eglise est toujours en droit de procéder à la nomination de nouveaux Evêques et à la création de nouveaux Evêchés sans devoir solliciter ni obtenir l'accord du pouvoir civil, mais que les décisions qu'elle peut prendre librement en cette matière n'engendreront d'effets, dans l'ordre civil, que lorsque l'Etat y aura attaché les conséquences constitutionnelles et légales par l'effet d'une décision qui lui est propre.

Dans le souci d'éviter des discordances d'appréciation entre les deux pouvoirs quant à la nécessité de créer de nouveaux Evêchés, il est normal que l'autorité religieuse ne prenne la décision de procéder à pareille création qu'après avoir sondé les intentions du pouvoir civil. Cette pratique, inspirée par le souci de ménager la bonne entente entre l'Eglise et l'Etat, est pleinement justifiée.

Si telle est la pratique, il convient toutefois d'éviter que, dans la forme, la création de nouveaux Evêchés soit présentée comme étant l'oeuvre commune de l'Etat et de l'Eglise, c'est-à-dire comme émanant d'un concours de volontés entre l'Eglise et l'Etat.

Juridiquement, la création d'un nouvel Evêché s'analyse en deux actes parallèles et concordants et non en un seul acte de nature conventionnelle.

Dans ce cas-là - (cf. p. 6)

L. 7739/1

.../...

Pour cette raison, fondée sur le principe de l'indépendance de l'Eglise et de l'Etat, le Conseil d'Etat estime que le projet de loi soumis à son avis ne répond pas exactement à la conception constitutionnelle à laquelle cependant le Gouvernement entend manifestement se conformer.

Il y a lieu d'observer, au surplus, que les instruments que le projet soumet à l'assentiment des Chambres législatives, ne répondent pas exactement à la notion technique d'échanges de lettres telle qu'elle est habituellement entendue dans la pratique diplomatique belge.

En effet, d'une part, le texte des lettres échangées n'est pas reproduit en annexe au projet; seul, l'exposé des motifs reproduit le corps de la lettre adressée, en date du 6 décembre 1961, par le Gouvernement belge au Saint-Siège Apostolique, sans même identifier les signataires de cette lettre. D'autre part, la lettre du Saint-Siège Apostolique n'est pas reproduite dans l'exposé des motifs du projet. Celui-ci se borne à relever que : "par lettre de la même date, le Saint-Siège Apostolique a accusé réception" de la "communication" du Gouvernement. La terminologie utilisée par l'exposé des motifs semble bien établir que les parties, soucieuses de respecter leur indépendance réciproque, n'ont pas entendu établir entre elles un lien de nature concordataire ou conventionnelle et n'ont pas voulu présenter la création du nouvel Evêché comme le fruit d'une décision commune. C'est la raison pour laquelle la lettre du Gouvernement est qualifiée de "communication" et que, dans la

.../...

réponse qu'il a donnée à cette communication, le Saint-Siège Apostolique semble s'être borné à en accuser réception.

Dans ces conditions, le Conseil d'Etat estime que l'intention du Gouvernement serait mieux exprimée s'il se bornait,d'une part,à présenter aux Chambres législatives un projet de loi adaptant la législation civile relative aux circonscriptions diocésaines, et,d'autre part, à faire inscrire au budget les sommes nécessaires aux traitements de l'Evêque d'Anvers et des autres dignitaires écclésiastiques.

On observera d'ailleurs que, lorsque la juridiction de l'Evêque de Liège a été provisoirement étendue aux territoires d'Eupen et Malmédy avant que ceux-ci fussent intégrés définitivement dans la province de Liège, cette extension de juridiction, décidée proprio motu par le Saint-Siège Apostolique, a été simplement reconnue par la loi du 27 juin 1922 contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1922. L'article 2-II de cette loi disposait comme suit : "Les territoires d'Eupen et de Malmédy sont, en ce qui concerne l'exercice du culte catholique, attachés provisoirement à l'Evêché de Liège. M. l'Evêque de Liège portera le titre d'Evêque de Liège, Eupen et Malmédy". S'il est possible que cette décision du Saint-Siège ait été prise après un accord ou à la suite d'un concert entre le Saint-Siège et le Gouvernement, il est néanmoins significatif

.../...

que le Gouvernement de l'époque n'ait pas jugé opportun de faire officiellement état d'un tel accord,ni de le présenter à l'assentissement des Chambres législatives.

Si, pour les motifs qui ont été exposés ci-dessus, le Gouvernement renonçait à réaliser ses intentions sous la forme de l'approbation d'un accord international, c'est par la procédure législative ordinaire qu'il lui appartiendrait de demander aux Chambres législatives de donner effet, sur le plan civil, aux décisions que le Saint-Siège Apostolique a souverainement prises sur le plan canonique.

La procédure législative paraît en effet s'imposer pour diverses raisons :

1° aucune disposition en vigueur n'ayant organisé la reconnaissance civile des nouveaux diocèses, c'est normalement au législateur, détenteur du résidu de la souveraineté, qu'il appartient de procéder à cette reconnaissance;

2° les limites des diocèses existants ayant été reconnues par des dispositions de nature législative de l'époque française et par un arrêté du Roi des Pays-Bas qui prétendait détenir le résidu de la souveraineté, il est normal que ce soit le pouvoir législatif belge qui procède à la modification de ces limites sur le plan civil;

3° enfin, le nombre des vicaires généraux dont les traitements sont à charge de l'Etat ayant toujours été fixé par la loi, c'est à la loi qu'il appartient aujourd'hui de fixer ce nombre pour le nouveau diocèse d'Anvers.

\+

\+ \+

.../...

Il y a lieu d'observer enfin que le projet devrait régler également les relations juridiques entre les provinces et les Evêchés. En effet, les provinces comprises dans la circonscription d'un diocèse sont tenues envers la fabrique cathédrale aux mêmes obligations que les communes envers les fabriques paroissiales, c'est-à-dire :

1° fournir à l'Evêque une résidence épiscopale ou, à défaut, un logement, ou à défaut encore, une indemnité;

2° fournir les grosses réparations de la cathédrale;

3° suppléer aux revenus de la fabrique cathédrale pour l'entretien de la cathédrale et de la résidence, ainsi que pour l'embellissement, la décoration, les "frais nécessaires du culte" et ceux de certains sermons dans la cathédrale (articles 37, 92 et 106 combinés du décret impérial du 30 décembre 1809). Les crédits nécessaires à ces dépenses doivent être prévus annuellement au budget provincial en vertu de l'article 69-9° de la loi provinciale.

Or, lorsqu'un Evêché couvre plusieurs provinces, la répartition des frais, aux termes de l'article 111 du décret de 1809, se fait "dans les proportions ordinaires", par quoi il semble qu'il faille entendre logiquement au prorata de la population provinciale comprise dans le diocèse, avec cette dérogation que la province où se trouve le chef-lieu du diocèse est tenue de payer "un dixième de plus" (que l'autre).

.../...

Tenant compte du fait que le diocèse de Malines-Bruxelles ne comprendra que quatre cantons judiciaires situés dans la province d'Anvers (Malines I et II, Duffel et Puurs), il serait plus opportun que la loi réglât la proportion des frais incombant respectivement aux provinces d'Anvers et de Brabant. Cette intervention législative est d'autant plus souhaitable que les cathédrales sont considérées comme étant la propriété des provinces comprises dans la circonscription diocésaine (M. VAUTHIER, Précis de droit administratif, 3e édition, t.I, p. 377), en raison des obligations qui leur incombent (Tribunal de Gand, août 1819 - Belgique judiciaire, 1869, p. 1215). Or, il n'est pas impossible que cette question de propriété, généralement toute théorique, puisse présenter quelque jour l'un ou l'autre aspect pratique, autre que celui des charges.

Eu égard aux charges qui incombent aux provinces, il conviendra que le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique figurât parmi les Ministres qui proposeront et contresigneront le projet.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

.../...

PROJET DE LOI RECONNAISSANT LES MODIFICATIONS DE L'ARCHEVECHE DE MALINES ET LA CREATION DE L'EVECHE D'ANVERS.

---

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la propositionde Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Les modifications de l'Archevêché de Malines et la création de l'Evêché d'Anvers décidées par le Saint-Siège Apostolique, sont reconnues au point de vue de la législation civile, selon les modalités suivantes.

Article 2.-

L'archidiocèse de Malines-Bruxelles comprend la province de Brabant et l'arrondissement administratif de Malines, à l'exclusion des cantons de Lierre et d'Heist-op-den-Berg.

.../...

L'Archevêque de Malines-Bruxelles a deux résidences de rang égal, l'une à Malines, l'autre à Bruxelles, ainsi que deux cathédrales, l'église Saint-Rombaut à Malines et l'église Saints-Michel-et-Gudule à Bruxelles.

Article 3.-

Le diocèse d'Anvers comprend les arrondissements administratifs d'Anvers et de Turnhout et les cantons de Lierre et de Heist-op-den-Berg.

Trois places de vicaire général de l'Evêché d'Anvers sont rétribuées par l'Etat.

Article 4.-

Le Roi fixe la participation de la province d'Anvers et de la province de Brabant aux charges provinciales afférentes aux fabriques cathédrales de Saint-Rombaut et des Saints-Michel-et-Gudule, en proportion de la population comprise dans l'archidiocèse et compte tenu du dixième incombant d'avance à chaque province pour le siège archiépiscopal situé sur son territoire, conformément à l'article 111 du décret impérial du 30 décembre 1809.

.../...

Article 5.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique,

Het ontwerp van wet waarover het advies van de Raad van State wordt gevraagd, strekt tot goedkeuring van de wisseling van brieven tussen de Heilige Stoel en België met betrekking tot de oprichting van het Bisdom Antwerpen en de wijzigingen aan het Aartsbisdom Mechelen.

Het verder behandelde speciale geval van de gebieden Eupen en Malmedy buiten beschouwing gelaten, wordt de wetgever voor de eerste maal sinds België's onafhankelijkheid bij de oprichting van een nieuw Bisdom betrokken. De oprichting van het Bisdom Brugge, die in werkelijkheid eerst in 1834 heeft plaatsgehad, is immers maar een verdaagde uitvoering geweest van een beslissing, die in het Concordaat tussen de Heilige Stoel en het Koninkrijk der Nederlanden van 1827 was neergelegd (besluit van Koning Willem van 2 oktober 1827 tot bekendmaking van de pauselijke bul betreffende de bekrachtiging van de overeenkomst, tussen de Koning en de Heilige Stoel gesloten op 18 juni 1827).

De Belgische Grondwet van 7 februari 1831 heeft aan het concordaatregime een eind gemaakt in die zin, dat artikel 16 zonder de mogelijkheid van nieuwe concordaatbetrekkingen tussen Kerk en Staat voor bepaalde gemengde aangelegenheden uit te sluiten door het huldigen van de onderlinge onafhankelijkheid van het burgerlijk en het kerkelijk gezag, de bepalingen uit de Concordaten van 1801 en 1827 qua conventiebanden heeft opgeheven (H. WAGNON, Concordats en droit international, Gembloers, 1935, blz. 375 en 381-382). De "organieke artikelen" van hun kant hebben hun

.../...

concordaatrechtelijk karakter verloren en blijven qua Staatswetten alleen voortbestaan voor zover zij niet onbestaanbaar zijn met de Belgische grondwetsbeginselen (Pandectes belges, V° Articles organiques, nr 1; V° Concordat, nr 21; - BELTJENS : La Constitution belge revisée, artikelen 14 en 16, blz. 276, nr 10bis).

Artikel 16 van de Grondwet bepaalt : "De Staat heeft niet het recht zich te bemoeien met de benoeming of de bevestiging der bedienaren van enige eredienst".

Deze bepaling, die de erediensten de vrijheid van hun inwendige organisatie waarborgt, mag echter niet los worden gemaakt van andere Grondwets- en wetsbepalingen, die de overheid verplichten daadwerkelijke hulp aan de erkende erediensten te verlenen.

De voornaamste vorm van die daadwerkelijke hulp is die waartoe de Staat verplicht is krachtens artikel 117 van de Grondwet : "De wedden en pensioenen van de bedienaren der erediensten komen ten laste van de Staat; de daartoe vereiste bedragen worden jaarlijks op de begroting uitgetrokken".

Van oudsher is aan die tekst de volgende uitlegging gegeven : "le Congrès national n'a voulu salarier que le nombre de ministres réclamé par les besoins religieux de la population et c'est la législature qu'il a fait juge de ces besoins puisque c'est elle qu'il a chargée de porter annuellement au budget les sommes nécessaires pour y faire face" (BELTJENS, op. cit. artikel 177, blz. 641, nr 12 - TIELEMANS : Répertoire, V° Clergé, T.V. blz. 72).

.../...

Gecombineerd betekenen de artikelen 16 en 117 dus, dat de Kerk te allen tijde het recht heeft, nieuwe Bisschoppen te benoemen en nieuwe Bisdommen op te richten zonder dat zij de instemming van het burgerlijk gezag behoeft te vragen of te verkrijgen, maar dat de beslissingen welke zij op dat gebied geheel vrij mag nemen, eerst burgerlijke rechtsgevolgen krijgen als de Staat, door een hem eigen beslissing, er grondwettelijke en wettelijke gevolgen aan heeft verbonden.

De zorg om verschil van zienswijze tussen Kerk en Staat over de noodzaak van nieuwe Bisdommen uit de weg te gaan, zal de kerkelijke hiërarchie er normaal toe brengen, in dezen geen beslissing te nemen dan na het burgerlijk gezag te hebben gepolst. Deze gang van zaken, waarbij gestreefd wordt naar een goede verstandhouding tussen Kerk en Staat, is volkomen gewettigd.

Laat dit nu de praktijk zijn, toch moet worden vermeden dat de oprichting van nieuwe Bisdommen formeel wordt voorgesteld als het gemeenschappelijke werk van Staat en Kerk, dit wil zeggen als de uit de ontmoeting van de wil van beide ontstaan.

Juridisch is de oprichting van een nieuw Bisdom in twee evenwijdige en overeenstemmende handelingen, niet in een enkele conventionele handeling te ontleden.

.../...

Daarom, dit is op grond van het beginsel van de onafhankelijkheid van Kerk en Staat, ligt het onderhavige ontwerp van wet naar 's Raads oordeel niet geheel in de lijn van de grondwettelijke opvatting, al wenst de Regering er zich kennelijk naar te gedragen.

Ook de oorkonden waarvoor de instemming van de Wetgevende Kamers zal worden gevraagd, beantwoorden niet volkomen aan het technisch begrip wisseling van brieven naar Belgisch diplomatiek gebruik.

De tekst van de gewisselde brieven is immers niet in een bijlage van het ontwerp overgedrukt. Alleen de memorie van toelichting geeft het lichaam van de brief, die de Belgische Regering op 6 december 1961 aan de Heilige Stoel heeft gestuurd, maar zelfs zonder de namen van de ondertekenaars; het antwoord van de Heilige Stoel neemt zij helemaal niet over. Zij zegt alleen dat de Heilige Stoel "bij brief van dezelfde datum de ontvangst" van de "mededeling" van de Regering "heeft gemeld". De gebruikte terminologie schijnt er wel degelijk op te wijzen dat beide partijen, om elkaars onafhankelijkheid te ontzien, geen onderling concordaat- of conventieband hebben willen leggen en evenmin de oprichting van het nieuwe Bisdom als het resultaat van een gemeenschappelijke beslissing hebben willen voorstellen. Juist daarom wordt

.../...

de brief van de Regering "mededeling" geheten en schijnt de Heilige Stoel in zijn antwoord alleen maar de ontvangst van die mededeling te hebben bevestigd.

Het wil de Raad van State dan ook voorkomen, dat de Regering haar bedoeling beter tot uitdrukking zou brengen als zij enerzijds de Wetgevende Kamers een ontwerp van wet voorlegde ter aanpassing van de burgerlijke wetgeving betreffende de diocesane rechtsgebieden, en anderzijds op de begroting de bedragen deed uittrekken, die nodig zijn om de Bisschop van Antwerpen en de overige kerkelijke hoogwaardigheidsbekleders te bezoldigen.

Men herinnere zich ook dat, toen het rechtsgebied van de Bisschop van Luik voorlopig tot Eupen en Malmedy werd uitgebreid nog vóór die gebieden voorgoed een onderdeel van de provincie Luik waren geworden, deze, door de Heilige Stoel proprio motu besliste verruiming van het herderlijk beleid eenvoudig is erkend door de wet van 27 juni 1922 houdende de begroting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1922. Artikel 2-II bepaalde het volgende: "De gebieden Eupen en Malmedy zijn, wat de uitoefening van de katholieke eredienst betreft, voorlopig aan het Bisdom Luik verbonden. De Heer Bisschop van Luik zal de titel voeren van Bisschop van Luik, Eupen en Malmedy".

.../...

Die beslissing van de Heilige Stoel moge nog na akkoord of ruggespraak tussen Hem en de Belgische Regering tot stand zijn gekomen, het is toch veelbetekenend dat de toenmalige Regering niet heeft gemeend, zich officieel op zulk een akkoord te moeten laten voorstaan of er de instemming van de Wetgevende Kamers voor te moeten vragen.

Indien de Regering op grond van dit alles afziet van haar voornemen, de Wetgevende Kamers een ontwerp van wet tot goedkeuring van een internationale overeenkomst voor te leggen, behoort zij hun in een gewoon ontwerp van wet te vragen, burgerlijke rechtsgevolgen te verbinden aan de beslissingen, die de Heilige Stoel op het kerkelijkrechtelijke vlak soeverein heeft genomen.

Bemoeiing van de wetgever lijkt immers om de volgende redenen nodig te zijn :

1° geen van de bestaande voorzieningen regelt de burgerlijke erkenning van nieuwe Bisdommen, zodat zij normaal toekomt aan de wetgever, bij wie het residu van de Staatssoevereiniteit berust ;

2° de grenzen van de bestaande Bisdommen zijn onder het Franse Bewind door wetgevende bepalingen en onder het Hollandse door een besluit van de Koning, die beweerde het residu van de Staatssoevereiniteit in handen te hebben, erkend ; normaal moet dus de Belgische wetgever de wijziging van die grenzen op burgerlijk gebied verrichten ;

.../...

3° tenslotte heeft de wet altijd het getal van de vicarissen-generaal bepaald, wier wedde ten bezware van de Staat komt ; ook nu moet een wet dit getal voor het nieuwe Bisdom Antwerpen bepalen.

\+

\+ +

Een laatste opmerking : ook de rechtsverhoudingen tussen provincies en Bisdommen zouden door het ontwerp moeten worden geregeld, want de in een Bisdom begrepen provincies hebben ten aanzien van de kathedrale-kerkfabriek dezelfde verplichtingen als de gemeenten ten aanzien van hun pariochiale kerkfabrieken, met andere woorden :

1° de Bisschop een bisschopshuis te bezorgen of, bij gebreke hiervan, een woning, of bij gebreke van bisschopshuis of woning, een vergoeding ;

2° te zorgen voor de grove herstellingen aan de kathedraal ;

3° de inkomsten van de kathedrale-kerkfabriek aan te vullen voor het onderhoud van de kathedrale kerk en het bisschopshuis, alsook voor de verfraaiing, de versiering, de "nodige kosten van de eredienst", en de kosten van bepaalde preken in de kathedraal (artikelen 37, 92 en 106 samen, van het keizerlijk decreet van 30 december 1809). Krachtens artikel 69, 9°, van de provinciewet moeten de voor die uitgaven bestemde kredieten jaarlijks op de provinciebegroting worden uitgetrokken.

.../...

Indien er echter in hetzelfde Bisdom verscheidene provincies zijn,worden de kosten, aldus artikel 111 van het decreet van 1809, "naar de gewone verhouding" omgeslagen, hetgeen logischerwijze lijkt te moeten betekenen : in verhouding tot de in het Bisdom begrepen provinciebevolking, met dien verstande echter dat de provincie waarin zich de hoofdplaats van het Bisdom bevindt "een tiende meer" (dan de andere) betaalt.

In acht genomen dat er in het Bisdom Mechelen-Brussel slechts vier rechterlijke kantons uit de provincie Antwerpen (Mechelen I en II,Duffel en Puurs) zullen zijn, ware het raadzaam in de wet zelf de verhouding te regelen, waarin de provincies Antwerpen en Brabant in de kosten zullen bijdragen,vooral omdat de in het diocesane rechtsgebied begrepen provincies, wegens de op hen rustende verplichtingen (Rechtbank Gent, augustus 1819 - Belgique judiciaire 1869, blz. 1215) worden geacht eigenaar van de kathedralen te zijn (M.VAUTHIER, Précis de droit administratif, 3e druk, d. I, blz. 377). Het is immers niet uitgesloten dat die, doorgaans zuiver theoretische eigendomskwestie ooit, los van het aspect kosten, het een of ander praktisch uitzicht krijgt.

Daar het ontwerp lasten aan provincies opdraagt, behoort het ook door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt te worden voorgedragen en medeondertekend.

.../...

Tot besluit van deze bedenkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

ONTWERP VAN WET HOUDENDE ERKENNING VAN DE WIJZIGINGEN AAN HET AARTSBISDOM MECHELEN EN VAN DE OPRICHTING VAN HET BISDOM ANTWERPEN.

---

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

De wijzigingen aan het Aartsbisdom Mechelen en de oprichting van het Bisdom Antwerpen waartoe door de Heilige Stoel is besloten, worden, uit een oogpunt van de burgerlijke wetgeving, volgens de onderstaande regelen erkend.

.../...

Artikel 2.-

Het Aartsbisdom Mechelen-Brussel omvat de provincie Brabant en het administratief arrondissement Mechelen, met uitzondering van de kantons Lier en Heist-op-den-Berg.

De Aartsbisschop van Mechelen-Brussel heeft twee evenwaardige residenties, een te Mechelen en een te Brussel, en twee kathedrale kerken, Sint-Rombouts te Mechelen en Sint-Michiel-en-Goedele te Brussel.

Artikel 3.-

Het Bisdom Antwerpen omvat de administratieve arrondissementen Antwerpen en Turnhout en de kantons Lier en Heist-op-den-Berg.

Drie bedieningen van vicaris-generaal van het Bisdom Antwerpen worden door de Staat bezoldigd.

Artikel 4.-

De Koning bepaalt het aandeel van de provincie Antwerpen en van de provincie Brabant in de provincielasten voor de kathedrale-kerkfabrieken Sint-Rombouts en Sint-Michiel-en-Goedele in verhouding tot de in het Aartsbisdom begrepen bevolking en rekening houdend met het tiende, dat vooruit ten laste van iedere provincie komt voor de op haar grondgebied gevestigde Aartsbisschoppelijke zetel, een en ander overeenkomstig artikel 111 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809.

.../...

Artikel 5.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.BOLAND, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J.SUETENS.